39e Année — N° 14155

Le Matin

Jeudi 21 Décembre 1922

BOUL^d & FAUB^g POISSONNIÈRE, PARIS (IXe) ADRESSE TÉLÉGR.: MATIN-PARIS TÉL. GUT. 03-04, 03-05, 03-06, 15-80

Le Numéro 15 centimes

LA TEMPÉRATURE

Régime cyclonique et pour plusieurs jours. Vent S.-O.-O. faible, plus frais. Eclaircies et ondées. Paris, 755. Nuit, +2°; jour, +8°. Crues et pluies prochaines par vents du S.

La dépression de la Manche, —16mm, sera détruite, +18mm Plymouth, +16mm le Havre seul —5mm à —6mm Aberdeen, —8mm à —10mm Groningue-Berlin. Dépression nouvelle au large, 768 S. Espagne (+5mm).

PRONOSTICS D'AVIATION. — Paris : S.-O., 2 m à 3 m. Eclaircies. Bonne visibilité. Londres-midi : O.-N.O. 5 à 7 m. Ondées. Bonne visibilité. Paris-Strasbourg. S.O.-O. : 8 à 10 m. même temps.

Convertir la rente ?
Majorer les impôts ?
ou
obtenir les réparations ?

LE CENTENAIRE DE PASTEUR

Le timbre international à l'effigie du grand savant

On se souvient qu'au lendemain du jour où le gouvernement, approuvant l'idée lancée par le Matin, *décida de créer un timbre international à l'effigie de Pasteur, M. Paul Laffont, sous-secrétaire d'Etat des postes et télégraphes, pria Mme Vallery-Radot de lui indiquer l'artiste auquel il lui plairait que l'on confiât l'exécution de cette vignette.*

La fille de l'illustre savant désigna M. G.-H. Prud'homme, le graveur en médailles bien connu, qui se mit aussitôt à l'œuvre.

Voici une reproduction de la maquette qui a été soumise hier à M. Paul Laffont et qui a reçu l'approbation du ministre.

La gravure sera terminée au plus tard en mars prochain. Il est donc à présent certain que l'émission du nouveau timbre pourra concorder avec la cérémonie officielle du centenaire de Pasteur.

LES CÉRÉMONIES DU 27 DÉCEMBRE
à la Sorbonne, à l'institut Pasteur, à Dôle et à Arbois

La célébration nationale du centenaire de Pasteur à laquelle la France entière participera autour du gouvernement et du président de la République est différée au mois de mai, où l'on sait que M. Millerand doit pour la circonstance se rendre à Strasbourg.

Mais la date précise du 27 décembre sera marquée à Paris et à Dôle par deux cérémonies particulières dont l'une se déroulera à la Sorbonne et l'autre au seuil de la demeure modeste où l'illustre savant a vu le jour.

La première est organisée par l'Association générale des étudiants de Paris, dont Pasteur fut le président d'honneur après Chevreul et avant Lavisse et qui reçoit ce jour-là des délégations de toutes les associations d'étudiants de France, des unions nationales d'étudiants de Belgique, de Hollande, de Suisse, d'Italie et de Tchéco-Slovaquie. Les professeurs de l'université de Paris sont conviés à prendre part à cet hommage que la jeunesse intellectuelle a voulu rendre solennellement à la mémoire du grand homme, et l'Association compte que M. Léon Bérard voudra bien y présider.

La cérémonie aura lieu mercredi après-midi, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, et comportera la projection du film *Pasteur*, inédit. Les étudiants, invités par l'Association générale de Paris, visiteront les jours suivants la manufacture de Sèvres, les poids et mesures, Versailles, Fontainebleau ; ils passeront une soirée à l'Opéra, verront une chasse à Bonnelles et réveillonneront le 31. Mais cela est une autre histoire.

Le 27 décembre, l'Institut Pasteur, de son côté, commémorera le centenaire ; il le fera dans l'intimité : la famille seule, c'est-à-dire, outre les parents, le personnel de l'illustre maison et ses amis se réuniront au seuil de la crypte où repose le maître, entendront une très brève allocution du président de chacune des sociétés savantes qui s'enorgueillissent de l'avoir compté parmi leurs membres et participeront à un lunch servi dans la bibliothèque.

La cérémonie de Dôle, doublée d'un autre hommage rendu par la commune d'Arbois, où la famille Pasteur se rendait aux vacances et s'y rend encore chaque année, devait être accompagnée par les cloches de la ville, qui entreraient en branle à 17 heures, heure précise où la naissance de Pasteur fut enregistrée par l'état civil. Sur la demande de la famille, cet émouvant concert des cloches comtoises commencera au lever du jour, à 6 h. 55.

La Ruhr est la clef de la caisse des réparations

Ainsi s'exprime un grand journal américain

La *New York Tribune*, qui est un des plus grands journaux américains et dont on sait les rapports très étroits avec la Maison-Blanche et le Département d'Etat, publie un éditorial des plus importants, où on lit ce qui suit :

« Dire qu'il ne faut pas user de pression militaire pour faire exécuter le traité de Versailles équivaut à dire que l'Allemagne a les mains libres pour annuler ce traité. Car l'Allemagne, défiante et non repentante, ne cédera que devant une manifestation de la force.

» L'occupation de la Ruhr est la clef d'exécution du traité. Si les alliés jettent cette clef, ils feront aussi bien de rayer l'Allemagne de la liste des débiteurs en matière de réparations de guerre. C'est là un fait évident depuis plusieurs années...

» Si l'Angleterre consent à donner un quitus à l'Allemagne, c'est son affaire. Mais comment peut-elle prétendre empêcher la France de toucher ou d'essayer de toucher ce qui lui est dû ? »

Cette opinion très nette d'un des plus grands journaux républicains des Etats-Unis montre que l'opinion américaine est loin d'être unanimement opposée, comme on l'avait prétendu, à une occupation française de la Ruhr.

PROPOS D'UN PARISIEN

L'idéal moderne

M. Mussolini n'a, sans doute, plus le temps de lire les journaux de son pays. S'il les lit, pousse-t-il jusqu'aux annonces ? Il y découvrirait comment les Allemands continuent à faire la guerre aux Italiens par les bocaux du pharmacien... Parce que la production des poisons sociaux n'est pas internationalement surveillée, en Allemagne, aux lieux mêmes de production, la cocaïne est devenue, si on peut dire ainsi, la grosse Bertha de la paix. Elle fait certainement plus de mal. Mais voici mieux : dans le *Piccolo* de Rome, on lit aux annonces cette réclame véritablement dénuée d'artifice : *Oa-Ka-Be*. Produit allemand. L'idéal moderne. Antifécondateur de la femme. Dans les principales pharmacies. Opuscule gratuit. On cherche des agents ; suivent les noms et les adresses utiles.

Aveugles, ceux qui ne voient pas que, contre les Latins, il s'organise une guerre chimique de la paix. Le « produit allemand », l'idéal moderne, sert tout simplement l'idéal de destruction, qui, à Berlin, déchaîna la catastrophe en 1914. De même, lorsque les Allemands facilitent partout la vente de la cocaïne, ils sont nombreux parmi eux, ceux qui se réjouissent, comme d'une victoire nationale, lorsqu'ils apprennent que leur drogue a supprimé des « jeunesses » chez nous, et qu'ainsi la poudre blanche poursuit l'œuvre restée inachevée de la « poudre sèche ». Produit allemand ! Idéal moderne !

Louis Forest.

Le Sénat manifeste le désir d'entendre M. Poincaré avant la séparation des Chambres

La nouvelle que, par suite de l'indisposition de M. Gaudin de Villaine, M. Poincaré désirait remettre à une date ultérieure ses explications devant le Sénat, a fait hier l'objet de nombreuses conversations dans les couloirs du Luxembourg.

La commission des affaires étrangères en marqua quelque émotion. A la demande d'un certain nombre de ses membres, et notamment de M. Ribot, elle chargea son président, M. Gaston Doumergue, d'informer M. Poincaré de son désir de l'entendre renouveler devant la Haute Assemblée les explications qu'il a déjà fournies à la Chambre.

Mais quand et dans quelles conditions le débat pourra-t-il être soulevé ?

M. Gaudin de Villaine a demandé la remise à huitaine. C'est donc la solution normale, à condition que le Parlement soit encore réuni la semaine prochaine.

On prête en effet à nombre de membres des deux assemblées le désir de se séparer samedi prochain, après le vote rapide des douzièmes provisoires. Au cas où il en serait ainsi décidé — et quoique cette éventualité paraisse assez douteuse à beaucoup — le débat sur la politique extérieure du gouvernement serait provoqué à l'occasion de la discussion des douzièmes.

Dans l'un comme dans l'autre cas, il paraît désormais acquis que M. Poincaré sera appelé à s'expliquer devant le Sénat avant la séparation des Chambres, et il semble même que le débat soit appelé à prendre une certaine ampleur.

LES LETTRES ANONYMES DE TULLE

Angèle Laval est condamnée à 1 mois de prison avec sursis

TULLE, 20 décembre. — Télégr. *Matin*. — Cet après-midi le tribunal correctionnel a rendu son jugement dans l'affaire des lettres anonymes de Tulle.

Après de nombreux attendus et considérants établissant la diffamation et la publicité, et développant les faits matériels constituant des présomptions graves contre l'inculpée ; après avoir mentionné en dernier argument l'expertise Locard et trouvé un aveu de culpabilité dans la lettre d'Angèle Laval insérée dans le rapport médical ; après avoir indiqué que l'inculpée mériterait le maximum sans l'atténuation des experts médicaux, mais que les parties civiles ne recherchent qu'une réparation morale, le tribunal a déclaré Mlle Angèle Laval coupable et l'a condamné à un mois d'emprisonnement, à 100 francs d'amende pour diffamations publiques, 5 francs d'amende pour diffamations privées, aux dépens, à 200 francs pour chacune des parties civiles, et accorde le sursis pour la prison.

Les défenseurs d'Angèle Laval ont déclaré faire appel du jugement.

M. Félix Martin, sénateur pris de syncope au Sénat

M. Félix Martin, sénateur de Saône-et-Loire, a été pris d'une syncope, hier après-midi, dans les couloirs du Luxembourg.

Il a été aussitôt transporté à son domicile, boulevard de Port-Royal.

Le nouveau président de la République polonaise M. WOJCIECHOWSKI

VARSOVIE, 20 décembre. — M. Wojciechowski, membre du parti Witos, ancien ministre du cabinet Paderewski, a été élu président de la République, par 298 voix contre 221 au professeur Morawski, de l'université de Cracovie et candidat de droite. (*Havas.*)

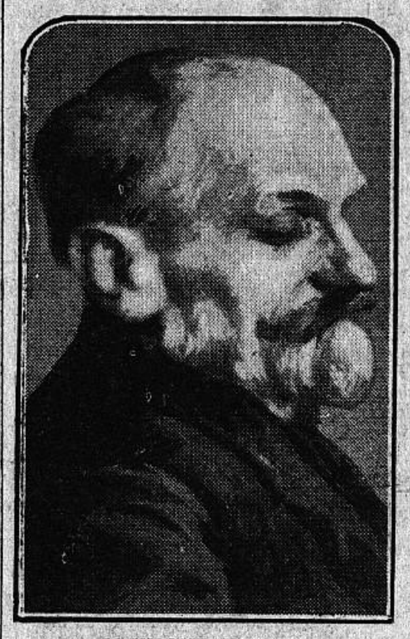
***

C'est une personnalité de premier ordre que la Pologne vient d'appeler au poste de président de la République.

Comme Mussolini, Wojciechowski a débuté chez les socialistes; cela lui a valu un séjour assez prolongé dans les prisons russes. C'était en 1893, au moment où M. Wojciechowski avait 29 ans (il est né le 15 mars 1864 à Kalisz). Libéré, il se rend en Suisse et en France ; il visite aussi la Grande-Bretagne, où il s'intéresse très particulièrement aux Trade Unions.

En 1904, il annonce sa rupture avec le P. P. S. (parti polonais socialiste). L'internationalisme ne souriait guère à ce patriote ardent, issu de la meilleure noblesse polonaise. En 1906, il rentre en Pologne et se jette, corps et âme, dans le mouvement coopératif, persuadé que le relèvement économique des masses paysannes sera la meilleure base de la renaissance nationale. Les coopérateurs le portent à la présidence du Spolem, c'est-à-dire de leur union centrale.

La guerre éclate, M. Wojciechowski — conformément aux idées politiques des coopérateurs, tous nationalistes — se déclare pour la guerre à outrance contre l'Allemagne. Il est nommé président du centre de ravitaillement à Varsovie. Il quitte la



M. WOJCIECHOWSKI

capitale avec les troupes russes et se met, à Moscou, à la tête du mouvement militaire : c'est lui qui forme l'armée polonaise avec Dovbor Mujnicki et Naller. Son échange de télégrammes avec M. Ribot se rapporte à cette période.

Après l'armistice, il s'adonne de nouveau au mouvement coopératif. Mais, le 16 janvier 1919, il est appelé à entrer comme ministre de l'intérieur dans le cabinet Paderewsky ; il garde ce portefeuille dans le cabinet Skulsky.

On sait que la question du parti juif a joué un rôle important dans la destinée tragique du président assassiné. Il faut donc noter que le Spolem coopératif était toujours considéré comme opposé aux petits commerçants juifs. Cela explique probablement pourquoi il y a eu beaucoup d'abstentions : sur 555 députés que comptent le Sénat et le Seym réunis, il n'y a eu que 519 votes exprimés. Un certain nombre de députés, probablement israélites, se sont abstenus.

LE RETOUR DE M. CLEMENCEAU

Il dément les déclarations qui lui ont été prêtées

[DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER]

LE HAVRE, 20 décembre. — *Par télégramme.* — M. Clemenceau, retour d'Amérique, est arrivé au Havre ce matin, à 9 heures, sur le paquebot *Paris*.

MM. Albert Clemenceau, Tardieu, Mandel et le général Mordacq, sur le remorqueur *Titan*, se sont aussitôt rendus à bord du *Paris*, où M. Clemenceau les a salués de la passerelle.

L'ancien président du conseil a ensuite reçu la presse à bord, dans son salon.

— *Je sais ce que vous venez me demander. Vous voulez que je vous parle des déclarations que m'a prêtées un de vos confrères, sur la foi de son envoyé spécial, et d'après lequel je me serais déclaré contre l'occupation de la Ruhr, etc., etc...*

Eh bien ! je déclare formellement, vous m'entendez, formellement, que je n'ai rien dit à cet envoyé, que tous les propos qu'il me prête sont fantaisistes et que je démens tout.

Et M. Clemenceau ajoute :

— *La dernière interview que j'ai accordée est celle qui fut donnée par moi au* World, *dans le train, entre Chicago et New-York, le 11 décembre. Je l'ai lue et corrigée ; je ne réponds que d'elle. Parlant de la Ruhr, j'ai dit :* « Si l'on occupe la Ruhr, je crains les grèves. » *Je n'ai pas dit un mot de plus.*

Mlle Cécile Sorel et M. Albert Lambert se trouvaient également sur le *Paris*. La sociétaire de la Comédie-Française a raconté quelques anecdotes sur le voyage :

— M. Clemenceau m'a dit un jour : « J'ai été insupportable pendant la moitié de ma vie. Je veux maintenant être agréable. »

Et elle a raconté en riant les détails d'une vente de photographies au profit d'une œuvre de bienfaisance. Sa photographie a été adjugée 2.000 francs, celle de M. Clemenceau 1.850 francs.

M. Clemenceau regagne Paris en automobile

A l'accostage du paquebot, M. Clemenceau a été salué par plusieurs membres de sa famille et par MM. Meyer, maire du Havre; Godin, vice-président du conseil municipal de Paris; Jozen, sous-préfet du Havre, Brindeau, sénateur de la Seine-Inférieure, René Renoult, Jeanneney, etc.

Il est parti ensuite pour Paris en automobile. A 16 heures 30, il arrivait à son domicile, rue Franklin.

DANS LES SABLES DU SAHARA

Les autochenilles ont atteint mardi le fort de Hassi-Inifel

INIFEL, 19 *décembre.* — *Les membres de la mission Haardt-Audouin-Dubreuil avaient quitté Ouargla lundi 18 dans la matinée.*

Après avoir campé dans les dunes de Khechabra, la mission est arrivée aujourd'hui, 19 décembre, dans l'après-midi, au fort de Hassi-Inifel, début de cette longue étape. Elle a franchi sans difficultés pour ses chenilles des plaines sablonneuses, puis suivi l'oued Mya, dont la vallée serpente parmi les grandes dunes. Demain elle abordera le sombre plateau de Tadmaït. (*Havas.*)

VERS GUETTARA

La caravane des autos Citroën à chenilles Kégresse-Hinstin est à présent en route vers Guettara, bordj isolé dans une région montagneuse et sauvage, situé à 250 kilomètres environ au sud d'Inifel, sur le chemin d'In-Salah.

A la sortie d'Inifel, les cinq voitures auront défilé devant les admirables dunes qui dominent le cours de l'oued Mya. Hautes de 100 à 150 mètres, ces montagnes de sable semblent d'immenses caméléons dont la couleur varie suivant l'heure du jour : au matin, leur pâleur est livide, mais dès que le soleil darde sur elles des rayons moins obliques, leurs contours revêtent une teinte rose charmante, tandis qu'une légère vapeur s'élève au-dessus d'elles. On dit que la dune « fume ». Un peu plus tard, elles se dorent, se roussissent, et lorsque l'astre est à son zénith, elles sont d'un blanc éblouissant. Mais c'est vers le soir, lorsque le crépuscule va venir, une heure avant environ, que le spectacle est le plus beau.

Le soleil s'étant incliné dans sa course, les dunes deviennent pourpre et, d'instant en instant, cette pourpre diminue en éclat et se transforme en un violet chaud, qui passe successivement au bleu clair, bleu azur, bleu de roi, bleu foncé, jusqu'au moment où le disque rouge du soleil disparaît brusquement et s'enfouit dans les sables lointains.

A cinquante kilomètres après Inifel, l'aspect du paysage change. Ce sont les premiers contreforts du plateau du Tadmaït, région rocheuse, coupée d'oueds profonds, dominés par des murailles à pic.

Puis, sur le plateau, s'étend une plaine immense dont toute la surface est couverte de pierres noires, « la hamada souda » ou « humada noire ». Si d'aventure l'explorateur retourne une de ces pierres, il verra que seule sa surface exposée à la lumière est de teinte sombre.

C'est le soleil qui, depuis des millénaires, a effectué cette transformation.

A cinquante kilomètres avant Guettara, la piste devient très accidentée et gravit des pentes presque abruptes ; le sol en est dur mais roulant et les autos peuvent donner toute leur vitesse sur les longs paliers qui succèdent aux descentes rapides.

Au loin, le bordj de Guettara se dessine. C'est une petite construction carrée, dominant de 150 mètres le fond de la gorge où jaillit la source d'eau fraîche que le travail opiniâtre, travail de titan, du sergent Chapuis a su capter et amener dans un bassin souterrain qu'un puits percé à même le rocher met en relation avec l'intérieur du bordj.

— Si j'étais attaqué et cerné, déclara Chapuis au général Laperrine, qui s'extasiait devant ce labeur de géant réalisé avec des moyens précaires, au moins j'aurais de l'eau.

Les autochenilles, sur la piste d'Inifel, roulent sur le « reg », terrain composé d'une mosaïque de petits cailloux encastrés dans le sable. Phot. *Matin*

AUJOURD'HUI : HUIT PAGES

EN QUATRIÈME PAGE

Les Mille et un Matins : LA VEILLÉE DE Mme SULPICE, par Francis de Miomandre.
Les livres qu'il faut avoir lus : LA LITTÉRATURE DE LA BONNE TABLE.
La Vie mutualiste : LES MODIFICATIONS A APPORTER A LA LOI DU 1er AVRIL 1898 SUR LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

Réponse au kaiser

CHAPITRE II. — UN PAYS DE GUERRE *(Suite)*

En 1864, sous prétexte de se substituer à l'action de la Diète contre le Danemark, qui s'est annexé le Slesvig, la Prusse et l'Autriche envahissent ce pays ; après une courte campagne, la paix est signée et le roi Christian renonce aux duchés. Bismarck a pu juger à l'œuvre la supériorité de son armée sur l'armée autrichienne et, en instituant par le traité de Gastein un condominium austro-prussien sur le Slesvig et le Holstein, il espère y trouver le prétexte d'une guerre contre l'Autriche. Naturellement, la Prusse a profité de l'opération ; elle s'est annexé le Lauenbourg et les trois duchés sont entrés dans le Zollverein.

Annexions sur annexions

Bismarck a pris confiance en lui. Dès qu'il croit, après son entrevue de Biarritz avec Napoléon III, pouvoir compter sur la neutralité de la France, et dès la conclusion d'une alliance avec l'Italie, il précipite la crise autrichienne ; le Holstein, administré par l'Autriche, est envahi, et la Diète est saisie d'un projet de réforme de la Confédération, excluant l'Autriche qui riposte en faisant décréter par cette Diète la mobilisation contre la Prusse. Mais par une offensive foudroyante, l'armée prussienne s'empare de la Saxe, du Hanovre, de la Hesse, et, pénétrant dans le quadrilatère de Bohême, inflige aux Autrichiens, renforcés des Saxons, une défaite écrasante à Sadowa, le 3 juillet 1866, quinze jours après l'entrée en campagne. Bismarck commence par annexer, sans consulter les populations, le Slesvig, le Holstein, le Hanovre, la Hesse, en invoquant comme raisons « le droit de conquête » et « le jugement de Dieu », et aux commissions du Landtag qui demandent s'il n'est pas d'autres titres, il répond : « Notre droit, c'est le droit de la nation allemande d'exister, de respirer, de s'unir ». La Confédération germanique est définitivement dissoute par le traité de Prague, qui prévoit la constitution d'une Confédération de l'Allemagne du Nord, comprenant en réalité toute l'Allemagne, sauf la Bavière, le Wurtemberg, la Bade et la Hesse-Darmstadt, qui concluent cependant avec la Prusse des traités d'alliance offensive et défensive. L'unité militaire de l'Allemagne est presque complètement réalisée ; le roi de Prusse, président de la Confédération et chef de l'armée, a à sa disposition plus d'un million de soldats.

Contre la France

Cependant, les annexions violentes, ainsi que le régime prussien appliqué dans la Confédération, provoquent partout des mécontentements ; dans les Etats du Sud, les instincts particularistes se réveillent. Bismarck sent qu'il est nécessaire, pour réaliser l'unité définitive et vaincre l'antipathie de tous contre la Prusse, de faire naître un sentiment plus fort : la haine contre un ennemi extérieur, la France. Il y travaille pendant trois ans.

L'occasion de la guerre fut la candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne. Le prince Léopold a tout d'abord décliné l'offre qui lui est faite, mais Bismarck le fait revenir sur cette décision. Et, comme une deuxième fois, à la suite d'une active action diplomatique, Léopold renonce à nouveau, Bismarck, furieux de voir s'échapper le prétexte de guerre tant attendu, publie le 13 juillet, après l'avoir falsifiée, une dépêche reçue d'Ems et relatant les négociations de la journée entre le roi de Prusse et Benedetti, ambassadeur de France. Cette dépêche apparaît comme une insulte pour la France, en même temps qu'aux yeux de l'Allemagne il semble qu'on ait voulu humilier le roi Guillaume.

Le 19 juillet 1870, la France, trompée par un faux qui ne fut révélé par son auteur qu'en 1891, déclare la guerre ; le 2 septembre, après un mois de combats, Napoléon III capitule à Sedan. Mais Paris, investi, soutient un siège héroïque et la lutte continue en province, jusqu'à l'armistice du 28 janvier 1871. Bismarck se montre dans les négociations de paix avec Thiers et Jules Favre d'une dureté inouïe. Par le traité de Francfort (10 mai 1871), la France doit céder l'Alsace et la Lorraine, payer une indemnité de cinq milliards en trois ans et subir jusqu'au payement complet les rigueurs de l'occupation. L'annexion des deux provinces se fait, comme les annexions de 1866, sans consultation préalable des habitants. Réalisée par de tels actes, l'unité allemande, réclamée au nom du principe des nationalités qui découle du « droit » des peuples à disposer d'eux-mêmes, apparaît plutôt comme la négation même de ce principe.

Le Reich est né

Dès le mois de novembre 1870, l'unité allemande étant chose faite, les Etats du Sud étaient entrés dans la Confédération. Mais au mot « Confédération » sera substitué le mot « Reich », et le 18 janvier 1871, à Versailles, dans cette galerie des Glaces où devait être signée, quarante-huit ans plus tard, la défaite du « Reich », l'empire allemand est proclamé.

Bismarck vient de réaliser l'unité de l'Allemagne, qu'il a placée au premier rang parmi les puissances européennes ; pendant les longues années qu'il passe encore au pouvoir, il s'efforcera constamment d'asseoir davantage l'hégémonie germanique en Europe et de maintenir et renforcer dans l'empire l'unité politique et morale.

A l'extérieur, Bismarck craint pardessus tout une coalition contre l'Allemagne ; il veut être sûr du concours de certains Etats, de la neutralité des autres. « Nous avons fait, déclare-t-il en 1879, des guerres victorieuses à deux grandes puissances européennes ; il importe de soustraire une des puissances que nous avons vaincues à la tentation de s'allier à d'autres pour prendre sa revanche. » C'est à l'Autriche que Bismarck s'adresse. L'année 1872 marque le début du rapprochement austro-allemand, où la Russie intervient d'abord, par le pacte des trois empereurs ; mais à la suite du congrès de Berlin — 1878 — où Bismarck apparaît comme l'arbitre de l'Europe, et du refroidissement qui s'ensuit dans les rapports russo-allemands, le chancelier pousse activement à la conclusion d'une alliance avec l'Autriche, l'ancienne vaincue de Sadowa et l'adversaire de la Russie en Orient. Cette alliance, signée le 7 octobre 1879, est uniquement dirigée contre la Russie.

A ce groupement vient se joindre, en 1882, l'Italie, qui, depuis longtemps, recherche l'amitié de Berlin et qui, dans la première forme de la Triple-Alliance, s'engage seulement à rester neutre en cas de conflit avec la Russie. Lors du renouvellement de février 1887, des accords complémentaires viseront plus particulièrement la situation en Méditerranée et la France.

Les relations des deux pays passent, en 1873-1875, puis en 1886-1887, par des crises graves, provoquées par le chancelier, sous l'influence de Moltke et du parti militaire.

L'alerte de 1875

En 1873, se déchaîne contre la France une campagne violente, qui ne se calme, vers le milieu d'avril, que devant l'attitude ferme du gouvernement français et grâce aux interventions, à Berlin, du tsar et de la reine Victoria. Mais, dès avril 1874, la campagne d'intimidation reprend et redouble de violence au printemps de 1875 ; les armements français, la nouvelle loi militaire de mars 1875 sont dénoncés dans la presse, dans les notes diplomatiques ; on parle en Allemagne de la nécessité d'une guerre préventive. Mais la France, qui n'a rien à se reprocher et ne veut pas la guerre, ne cesse de protester de ses intentions pacifiques, et une double démarche du tsar et de la reine Victoria parvient encore à calmer le gouvernement allemand.

De nouveau, au printemps de 1886, commence l'agitation qui se terminera seulement en 1887 par l'incident Schnœbelé. La presse, au cours de l'hiver 1886-1887, prépare l'opinion allemande à toute éventualité ; des mesures militaires sont même prises. C'est alors qu'éclate l'incident Schnœbelé ; le commissaire de police de Pagny-sur-Moselle se rend, sur l'invitation de son collègue allemand, à la frontière ; là, des agents allemands se jettent sur lui, l'arrêtent sur le territoire français ; et, inculpé d'espionnage, Schnœbelé est déféré à la Haute-Cour de Leipzig. Le gouvernement français a fait preuve en cette occasion de grand sang-froid. Bismarck, devant les faits matériels de l'agression, se montre décontenancé et l'incident est clos quelques jours après.

Il profite des crises pour obtenir plus facilement le vote des lois militaires ; en 1874, il fait ainsi porter l'armée à 401.000 hommes sur le pied de paix ; mais cette réforme, que Bismarck voudrait définitive, n'est votée que pour sept ans, puis renouvelée en 1880, à la faveur d'une nouvelle campagne de presse ; en janvier 1887, il réclame encore par avance le renouvellement du septennat ; le Reichstag refuse, et il est dissous le même jour ; moins d'un an après, en décembre 1887, un nouveau projet, augmentant les forces allemandes sur le pied de paix de près d'un demi-million d'hommes, est présenté et voté le 6 mars 1888.

René Viviani

(*La suite à demain*)

Tous droits de traduction et de reproduction réservés. Copyright 1922 by the McClure Newspaper Syndicate.

Des cambrioleurs opèrent en plein midi dans un appartement rue de la Pépinière

Surpris par la locataire, ils la frappent avec une pince monseigneur

Mme Jacqueline Milliet, entrepreneuse de broderies artistiques, occupe au n° 7, rue de la Pépinière, un appartement situé au premier étage sur la cour.

La brodeuse qui, d'ordinaire, s'absente de chez elle de 12 heures à 14 heures pour aller déjeuner, rentra hier une demi-heure plus tôt. Elle arrivait sur son palier, lorsqu'elle constata que sa porte était entr'ouverte. Inquiète, elle pénétra dans l'appartement, mais à peine y avait-elle fait quelques pas qu'un individu se dressa devant elle et la frappa brutalement au visage. Elle chancela, tandis que l'agresseur s'enfuyait par l'escalier. Elle appelait à l'aide, lorsqu'un second bandit sortit de l'appartement, brandissant une pince monseigneur, dont il assena un coup violent sur la tête de la pauvre femme.

Bien que sérieusement blessée, la brodeuse se mit à sa poursuite, accompagnée de la concierge de l'immeuble, Mme Louise Berna, et du fils de cette dernière, caporal au 31e bataillon de chasseurs à pied, actuellement en permission.

Mais les cambrioleurs avaient déjà réussi à gagner la rue et furent vainement poursuivis.

Surpris, au cours de leur travail, les cambrioleurs, après avoir fracturé les meubles de deux pièces, n'avaient eu le temps de rien emporter.

Détail étrange, Mme Milliet devait encaisser hier une somme importante qu'elle ne devait garder que quelques heures à son bureau.

Le service de l'identité judiciaire a relevé de nombreuses empreintes et M. Thorlet, commissaire de police de la Madeleine, poursuit activement ses recherches.

M. Askanio, associé de Mme Milliet, a été prévenu par télégramme.

M. Lacomblez, juge d'instruction, est chargé de l'enquête.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France